



Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 275

Jedi 29 mai 1975

LES POSTIERS A L'OFFENSIVE

Mercredi à 4 heures du matin nos camarades postiers du Centre de tri de Paris-Brune nous ont porté un article sur le magnifique combat de classe engagé par les postiers. A 6 heures nous apprenions que la grève s'étend : déjà les postiers des centres de tri de la gare du Nord et de Montparnasse se sont mis en grève pour soutenir leurs camarades de Paris-Brune et mettre en avant leurs revendications : 1 800 F par mois, 200 F d'acompte de départ pour tous !, Non au démantèlement des centres de tri ! et Titularisation des auxiliaires !.

La lutte des postiers est une juste lutte que les marxistes-léninistes soutiennent sans réserve. Les postiers ont déjà montré un bel esprit de solidarité de classe en refusant de trier le «Parisien libéré».

Que tous les travailleurs s'unissent contre le chômage et les licenciements, qu'ils se soutiennent mutuellement en déjouant les manœuvres de division et de sabotage des révisionnistes du P.C.F., voilà le moyen d'empêcher les licenciements et de combattre le chômage.

SOUTENONS MASSIVEMENT LA LUTTE DES POSTIERS !

Après la grève des postiers d'octobre-novembre trahie par les révisionnistes et réformistes sous prétexte de lutter «sous d'autres formes», la combativité des postiers, bien que contenue un moment par les révisionnistes, n'a pas tardé à resurgir. Malgré leurs grandes phrases de principe sur le démantèlement, les révisionnistes ne font rien pour s'y opposer. Or celui-ci est en cours sous diverses formes :

- mutations et mises en retraite non remplacées,
- licenciements d'auxiliaires,
- sanctions de plus en plus fréquentes qui créent un climat d'insécurité pour l'emploi,
- non réaffectation des agents stagiaires dans leur centre d'origine.

Le démantèlement des centres de tri correspond à une *nécessité de concentration* du capitalisme sous forme d'une spécialisation accrue des opérations. Il y a un autre intérêt : celui d'éviter les fortes concentrations de postiers qui se sont révélées explosives (rôle moteur des centres de tri dans la grève d'octobre).

Tout devient clair : les révisionnistes qui rêvent de *gérer le capitalisme au plus grand profit du social-impérialisme russe*, ne peuvent qu'approuver ce processus. Ce qui explique le refus d'information et le refus d'action concrète contre le démantèlement.

C'est dans ce cadre qu'il faut resituer la lutte actuelle : **QUE S'EST-IL PASSE A PARIS-BRUNE ?**

Ces derniers jours les travailleurs en assemblée générale de brigade ont refusé de jouer les briseurs de grève en triant «Le Parisien libéré». Dans la nuit du 26 au 27, la direction sanctionne deux délégués syndicaux et deux préposés, la riposte est immédiate : **C'EST LA GREVE**. Grève reconduite de brigade en brigade (H, G, A, B, E, F, D...). En début d'après-midi, la direction fait appel au commissaire de police. Celui-ci profite de la confusion entretenue par la mollesse des pontes pour ouvrir la grille et la maintenir ouverte en la cadenassant. Les camions qui amenaient le courrier pouvaient alors rentrer. Devant le mécontentement des travailleurs, les délégués tentent d'obtenir la levée des sanctions en menaçant de fermer les grilles. Après le refus de la direction, les travailleurs font sauter le cadenas et ferment les grilles. Peu après les gardes mobiles prennent position devant le centre. Le commissaire qui sortait d'une réunion avec les délégués et le directeur, profite de sa sortie pour entrouvrir la grille et lance le signal de l'assaut. Après une résistance farouche des postiers, les flics parviennent à forcer l'entrée. Les travailleurs forment spontanément les chaînes, chantent l'Internationale et crient des slogans pour montrer leur *détermination* : «Nous voulons, nous aurons satisfaction», etc.

Nouvel assaut des flics qui rencontre une résistance décuplée : corps à corps, matraquage, chariots renversés... Les rangs se reforment plus loin à l'intérieur du centre face aux flics, les délégués syndicaux, perdant, eux, leur sang-froid, marchandent sur le dos des postiers le retrait des flics contre la promesse de laisser rentrer les camions. Le mot «trahison !» a jailli avec force dans les rangs des postiers. Repli des flics, mais les travailleurs regagnent l'entrée et refusent de laisser passer un camion. Nouvelle charge violente des flics, nouvelle tactique

des travailleurs : ils laissent passer les camions et gagnent le soutien des chauffeurs qui repartent sans décharger.

Quelle a été l'attitude des délégués révisionnistes et réformistes pendant les charges ? Ils demandaient aux postiers de regagner... les locaux syndicaux, mais les gars restaient sur place avec détermination pour résister à la charge des flics.

Si la majorité des révisionnistes appelaient à regagner les locaux, un de leurs leaders participait activement à l'action, n'hésitait pas à faire de la surenchère, mais ceci n'était qu'opportunisme. En effet, ce même leader peu avant la charge haranguait les CRS pour les convaincre qu'ils étaient des fonctionnaires... «comme nous» ! fils d'ouvriers et paysans... «comme nous» ! Cela amena une vive réaction chez certains postiers ! Ceci est un exemple entre autres de la *duplicité* des révisionnistes et des tactiques mouvantes et même contradictoires qu'ils emploient pour mieux tromper les travailleurs. S'opposant ouvertement un jour, pour surenchérir le lendemain.

Dans ce rapport de forces favorable dû à la combativité des travailleurs de Brune, les révisionnistes évitent soigneusement d'axer la lutte contre *tout cas concret* de démantèlement, ce qui se traduit *actuellement* par l'«oubli» de la lutte contre le licenciement d'un auxiliaire de la brigade D et de la lutte pour la réintégration des agents stagiaires dans leur centre d'origine.

Sans aucun doute, les travailleurs de Brune démasqueront ces traîtres à la nation et au prolétariat, en tout cas les communistes marxistes-léninistes s'y emploient.

**Non aux licenciements
au "Parisien libéré" !**

Levée des 4 sanctions !

**Réintégration des
agents stagiaires dans
leur centre d'origine !**

Non au démantèlement !

L'URSS et le COMECON «Propriété commune ou monopole d'un seul pays?»

«Propriété commune ou monopole d'un seul pays ?» Tel est le titre d'un récent article du «Quotidien du Peuple» concernant l'URSS et le Comecon.

Voilà quelques années que les révisionnistes de Moscou prônent la «propriété commune» ou «propriété socialiste internationale» au sein de la «communauté socialiste».

«Qu'est-ce donc que ce «système de propriété commune»? Les révisionnistes soviétiques en donnent une magnifique explication : «Aucune nation participant à l'intégration n'a le droit de disposer de ses propres richesses nationales». Le sens en est clair : les richesses des autres pays membres du «Comecon» doivent être «possédées par tous», autrement dit, ils ne sont pas en droit de contrôler leurs propres richesses, tandis que les nouveaux tsars qui les

dominent sont en mesure de disposer de tout. Cependant, quand il s'agit de leurs propres richesses, les révisionnistes soviétiques parlent d'un ton tout à fait différent, puisqu'ils affirment leur «souveraineté» sur leurs ressources naturelles et exigent des autres pays qu'ils la «respectent». On le voit donc, la prétendue «propriété commune» n'est rien d'autre que le «système de propriété d'une seule nation», celle des sociaux-impérialistes soviétiques. Cette assertion n'est du reste pas nouvelle, elle n'est qu'une reproduction de la théorie de la «souveraineté limitée», la trop fameuse doctrine de Brejnev.

Puis l'article examine la mise en pratique de ces belles théories dans l'ensemble du Comecon.

«A partir de 1972, en effet, les révisionnistes soviétiques ont établi, au sein du Comecon, de nouvelles institutions transnationales sous le nom de «compagnies économiques mixtes internationales» qui leur permettent d'imposer un contrôle plus strict encore sur la production, la technologie et le capital des autres pays, mis au service de leurs propres besoins. Les révisionnistes soviétiques estiment ces compagnies riches d'un avenir prometteur et dotées d'un véritable système de propriété internationale». Tout en parlant à satiété de «souveraineté» sur les ressources de leur propre pays, les révisionnistes soviétiques, pour extorquer des superprofits aux dépens d'autrui, ont déchiré récemment les accords sur la fourniture de carburants à l'Europe Orientale en augmentant de plus de 100 % le prix du pétrole et des autres combustibles. On estime que grâce au pétrole seul, ils empêcheront cette année un

benefice supplémentaire d'un milliard de roubles par rapport à l'an dernier.

Tel est le résultat de la manière dont les révisionnistes soviétiques prennent en considération le principe de l'internationalisme prolétarien. Voyons encore l'exemple de la Mongolie au sein de la «grande communauté» : du fait que ces richesses sont «partagées en commun» avec l'Union soviétique l'économie nationale va de mal en pis, tandis que la vie du peuple devient chaque jour plus pénible. Car chaque mongol doit verser à l'Union soviétique en moyenne plus de 1.600 roubles, du fait que les dettes dues par la Mongolie à l'Union soviétique pour 1974 équivalent à la valeur totale de sa production nationale pendant plusieurs années. C'est un beau record pour l'Union soviétique qui prétend «aider les pays en retard» et «amener au même niveau le développement économique de tous les pays». Brejnev a avoué tout de go que le «principe» consistant à lier toutes les républiques de l'Union à une Union soviétique unifiée était applicable à «tous les pays socialistes souverains» du Comecon. Il est donc clair que la véritable signification du «système de la propriété commune» est de camoufler la transformation des nations membres du Comecon en républiques de l'Union soviétique.

Mais de tels propos mensongers sur la «propriété commune» et de telles pratiques typiquement impérialistes suscitent de plus en plus l'opposition des pays du Comecon. Quoiqu'ils fassent, les nouveaux tsars de Moscou n'arriveront pas à leurs fins ; en définitive, ils paieront cher leurs agissements d'aujourd'hui.

KOWEIT-QATAR

Un important communiqué

Koweït et Qatar sont deux petits Etats du golfe, forts riches en pétrole et situés dans une position stratégique décisive sur la route de l'océan Indien à la Méditerranée. Chacun le sait : qui contrôle le golfe contrôle l'approvisionnement en pétrole de l'Europe et l'une des routes maritimes les plus importantes du monde d'aujourd'hui. Autrement dit : Koweït et Qatar comme le golfe tout entier sont l'enjeu des intérêts et de la rivalité des deux superpuissances.

Solidarité et coopération, telle est leur réplique comme le souligne un communiqué des deux pays :

«La solidarité entre les pays du golfe est un moyen idéal pour assurer la prospérité, la stabilité et la sécurité dans la région et pour se tenir à l'écart des ambitions et des conflits étrangers. Les deux côtés sont convenus de prendre des mesures positives pour s'assurer l'établissement d'une unité économique complète qui sera le point de départ pour l'union politique entre les pays du golfe.»

Par ailleurs, le communiqué a réaffirmé la solidarité des deux pays avec la cause palestinienne, indispensable à l'heure où les ennemis du peuple palestinien viennent de lui porter de nouveaux coups :

«Les deux côtés ont apprécié la lutte du peuple palestinien pour recouvrer ses droits usurpés et affirmé leur plein soutien à cette glorieuse lutte. Ils ont confirmé par ailleurs leur soutien à l'organisation pour la libération de la Palestine en la considérant comme le seul représentant légitime du peuple palestinien. Ils sont convenus que l'unification des rangs arabes constitue la meilleure garantie de victoire dans la lutte acharnée contre l'ennemi commun.»

Le premier ministre de Norvège

PRENDRE GARDE A L'EXPANSION MILITAIRE SOVIETIQUE

Le premier ministre norvégien Trygve Bratteli a dit à la cérémonie d'ouverture d'une classe d'entraînement de l'Institut de la défense nationale à Oslo : «La reconstruction des armements soviétiques dans le nord et les intérêts navals des grandes puissances dans nos eaux de la mer du Nord exposeront la Norvège à une position très vulnérable dans l'éventualité d'un conflit international. Une telle position stratégique exercera une influence défavorable sur l'exploitation par la Norvège de ses ressources maritimes. A en juger par l'envergure des troupes soviétiques dans la région du nord et le système des armes dont elles disposent, l'expansion militaire de l'Union soviétique là-bas est un chaînon de sa stratégie globale. La Norvège ne peut rester en dehors de l'Europe. Quand une industrie basée sur le pétrole s'établira en Norvège, le pays sera plus étroitement intégré à l'Europe sur les plans politique et économique.»

Une fois encore, un dirigeant gouvernemental de l'Europe du nord met en garde contre l'expansion militaire du social-impérialisme russe dans la région. De tels propos manifestent l'éveil de la conscience des pays et des peuples sur le danger social-impérialiste, principal en Europe. C'est une bonne chose à renforcer et à amplifier.

«LA PRAVDA» S'EN PREND

AUX LIBERTES DEMOCRATIQUES ET AUX LUTTES DES TRAVAILLEURS PORTUGAIS

Après l'agression sociale-fasciste contre le journal socialiste «Republika» le correspondant à Lisbonne de la «Pravda» s'en prend au PS portugais l'accusant de «ne pas remplir ses engagements pré-électoraux», c'est-à-dire de ne pas céder au social-fascisme. «La Pravda» s'en prend également aux luttes des travailleurs contre le chômage et l'inflation en les qualifiant de «provocations contre-révolutionnaires visant à dégrader la situation économique et sociale.»

UNE ACTION DU KPD-ML A BERLIN-OUEST

«Roter Morgen», No 18/1975 rapporte une action menée par nos camarades du KPD-ML à Berlin-Ouest contre la présence de deux généraux de l'armée social-impérialiste de Brejnev.

Fin avril, les révisionnistes du «S»EW avaient organisé à Berlin-Ouest une «rencontre amicales» avec des généraux de l'armée social-impérialiste.

Mais nos camarades du Parti communiste d'Allemagne (marxiste-léniniste) n'ont pas laissé passer cette ingérence dans les affaires du peuple allemand. Organisés en manifestation devant le lieu de la «rencontre», ils ont diffusé un tract dénonçant le social-impérialisme et scandé des mots d'ordre : «Les occupants à la porte de l'Allemagne!» et «Les généraux soviétiques dehors!».

Cette action a retardé le commencement de la rencontre, les généraux sociaux-impérialistes n'osant pas affronter les militants communistes et les nombreuses personnes habitant la rue qui étaient venues. Seule l'intervention de la police et de la police militaire, appelées à la rescousse par les révisionnistes, leur a permis de faire rentrer leurs généraux dans la salle, tandis que nos camarades se dispersaient.

DEPECHE

CHINE :

Yao Wen-yuan, membre du bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, a rencontré cet après-midi la délégation de l'association d'amitié Albanie-Chine ayant comme chef Hekuran Isaj, membre du Comité central du Parti du travail d'Albanie et premier secrétaire du comité du parti de Peshkopi. Il a eu une conversation très cordiale et amicale avec elle.

AUSTRALIE :

Le taux d'inflation atteint près de 20 % en Australie. Celui du chômage s'élève à proximité de 5 % avec 300 000 ouvriers sans travail. Il s'agit là d'un chiffre record de chômage depuis la dépression des années 30. Les travailleurs sont entrés en action pour améliorer leurs conditions de vie. Selon les statistiques officielles, en 1974, deux millions d'ouvriers ont participé à 2 809 grèves infligeant aux capitalistes une perte de 6 millions 300 000 jours de travail. C'était un chiffre-record des statistiques officielles australiennes depuis 1913.

Les travailleuses ont joué un rôle important dans la grève. 4 000 infirmières de l'Etat de Victoria ont fait la grève en avril dernier pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

à paraître prochainement :
LE SOUFFLE No 2
passez vos commandes à :
« le Souffle », B.P. 365
75064, Paris, cedex 02

GREVE DANS LES USINES CHAUSSON

Depuis le 17 mai toutes les usines du groupe Chaussou (sauf une) sont en grève avec occupation. Gennevilliers, Asnières, Maubeuge, Reims plus Chenard et Walker et Secam à Gennevilliers, Scamam à Laval.

Depuis plus d'un an la direction rejetait la crise sur les travailleurs : jours chômés, baisses d'horaires, stagnation des salaires, suppression de primes, diminution sérieusement de notre pouvoir d'achat déjà faible.

Pour faire aboutir leurs revendications : 250 F pour tous, pas de salaires inférieurs à 1 750 F, amélioration des conditions de travail et baisse des cadences, égalité des droits entre travailleurs français et immigrés.

Les travailleurs de Gennevilliers ont décidé spontanément la grève illimitée avec occupation.

Dès le départ sentant le vent venir les révisionnistes du P.C.F. ont pris l'initiative et le contrôle de la grève. De quelle manière ?

Pour exemple, à Chénard les assemblées générales ne sont que de vagues réunions qui se font dans la rue, où le micro est monopolisé par les révisionnistes qui dirigent dans la CGT.

Le pseudo comité de grève qui ne rend aucun compte est tellement « mobilisé » qu'à la dernière réunion prévue le nombre d'absents (!) ne permettrait pas de la tenir.

Aucune information n'est donnée sur la lutte dans les autres usines du groupe et à Gennevilliers même la séparation est maintenue entre les différentes usines, sans parler d'Asnières qui est pourtant très proche.

A la SNECMA, usine voisine, selon le témoignage des travailleurs de cette entreprise, aucune information n'a été faite par les sections syndicales sur la grève à Chaussou, le seul tract distribué appelait à soutenir le programme commun.

Ne parlons pas d'appel à la solidarité de classe: En 12 jours aucune

collecte n'a été organisée dans les usines de la région.

Aujourd'hui une nouvelle manœuvre de division se camoufle derrière l'apparence du soutien. La municipalité révisionniste de Gennevilliers, dans un but de propagande évident, accorde un soutien financier mais uniquement aux travailleurs habitants la localité. Alors que le rôle d'un véritable comité de grève serait de rassembler les fonds de soutien et de les répartir également entre les grévistes.

Pour masquer sa prétention à encadrer de force tous les travailleurs français et immigrés et en particulier les travailleurs marocains nombreux à Chaussou et actifs dans la grève, le P.C.F. agit un danger fasciste à propos de l'amicale fantôme d'Hassan et par pure démagogie inclue dans les revendications son interdiction.

La solution miracle qu'il propose c'est le programme commun et l'adhésion au P.C.F. L'encadrement social-fasciste de la grève par le P.C.F. et l'isolement dans lequel il la maintient sont l'obstacle principal à la victoire des travailleurs pour leurs revendications.

A propos de l'article paru dans l'Huma-blanche du 24 mai, contrairement à ce qui était écrit, c'est devant une assistance réduite en regard du nombre de grévistes (environ 5 % pour Chenard) que vendredi matin s'est tenu le meeting aux portes, avec les élus révisionnistes locaux.

Les appels de la section Chaussou à soutenir le programme commun étaient traduits pour les travailleurs arabes par un appel à se méfier des marxistes-léninistes.

En effet, un tract signé PCMLF distribué jeudi à l'intérieur des usines de Gennevilliers, dénonçait l'utilisation de la grève par le P.C.F. pour servir des objectifs tout à fait contraires aux revendications et aux intérêts

de la classe ouvrière. Un certain nombre de travailleurs ont d'ores et déjà le sentiment que le P.C.F. se sert de la grève à des fins politiques réactionnaires. Le tract ajoutait qu'il veut arriver au pouvoir dans le seul but d'y gérer les monopoles au profit du social-impérialisme russe.

L'attitude de la direction qui du haut de sa tour d'ivoire oppose le mépris et la répression aux revendications aggrave un légitime mécontentement qui est utilisé par le P.C.F. Cette politique sert les

visées expansionnistes d'un exploitateur plus grand : le social-impérialisme.

Quant à nous, communistes marxistes-léninistes, notre position est claire :

- Nous soutenons les revendications qui reflètent les aspirations des travailleurs.

- Nous combattons la manipulation politique des justes luttes de la classe ouvrière par les révisionnistes du P.C.F., traîtres à la classe ouvrière et traîtres à la nation.

CHAUSSON REIMS

Face aux revendications des travailleurs de Chaussou-Reims (250 F pour tous et remise en cause des classifications), la direction lock-out l'atelier radiateurs lourds, le 14 mai. Les ouvriers ripostent immédiatement par l'occupation de l'usine.

Les manœuvres de la direction pour faire pression sur les ouvriers :

- 3 délégués sont traduits devant la justice : échec pour le patron ;

- sur ces faits, dans la nuit du 20 au 21, une vingtaine de cars de CRS stationnent aux alentours de l'usine pour « protéger » l'entrée de certains cadres, aidés des fascistes de la CFT : les cadres, malgré toutes leurs protections, n'ont même pas osé affronter le piquet de grève et ont fracturé le grillage (bris de la clôtures !!).

Les manœuvres de la direction qui a fait appel aux forces de l'ordre pour briser la grève n'ont fait que renforcer la détermination des travailleurs. Et, à ce jour, la grève continue.

Qu'ont fait les dirigeants de la Bourse du Travail pour le soutien des travailleurs ?

- Un cortège folklorique avec les voitures (sans banderoles, sans popularisation de la lutte) parfaitement encadré et dirigé par les flics ;

- Aucune proposition pour empêcher le départ des stocks du dépôt de Muizon ;

- Une présence timide aux portes de l'usine.

Mais par contre, proposition du programme commun !

Cette passivité vis-à-vis du soutien aux justes revendications prouve qu'actuellement les dirigeants des syndicats poursuivent un but qui n'est pas la réelle défense des travailleurs et de là à penser à un accord tacite avec les patrons, il n'y a qu'un pas facile à franchir.

Il reste néanmoins que les délégués du personnel ne sont pas tous à mettre dans le même sac.

Soyons vigilants face aux manœuvres du patron et des dirigeants révisionnistes, ennemis de la classe ouvrière.

Soutien total aux ouvriers de Chaussou !

Des ouvriers de Chaussou
Le 24 mai

PRODUITS REFRACTAIRES DE VALENCIENNES

190 ouvriers en grève illimitée avec occupation de l'usine depuis le 16 mai. Ils refusent de négocier comme le veut le patron, c'est-à-dire en évacuant l'usine voire en reprenant le travail. Cette exigence, le journal des révisionnistes « Liberté » a été

obligé de l'écrire pour que ses agents dans l'usine conservent leur masque de « défenseurs » des ouvriers. Les travailleurs de cette usine refusent la baisse de 10 % de leur prime d'assiduité, appelée « vacances » et demandent au contraire qu'elle augmente de 17 % ! Mais le sabotage des négociateurs CGT agit comme la marée. Le patron vient de concéder à ces messieurs les 10 % et, tenez-vous bien, la récupération des heures perdues payées en heure majorée de 25 à 50 %. Du coup le vote à bulletins secrets a permis à la CGT, qui sent la victoire proche, de radorer son blason en continuant la grève pour avoir un peu plus. Manque de chance pour les traîtres : le patron a contesté le caractère représentatif du vote (96 bulletins) ; mis au pied du mur que croyez-vous que ces marchands de prières proposent ? LA LUTTE ? Non... un nouveau vote pour le lundi 26 mai... pour savoir si on continue ou pas !

Correspondant H.R.

GRAND SUCCES DU MEETING DE SOLIDARITE AUX GREVISTES DU FOYER "LOU CANTOU"

A l'appel du comité de grève, du comité de soutien et de l'UD CFDT-Santé, 150 personnes sont venues apporter leur soutien aux travailleurs du Cantou, en grève depuis maintenant 40 jours contre neuf licenciements.

Des sections syndicales de différents foyers de la région (Béziers, Lodève, Montpellier) sont intervenues pour expliquer la situation sur leur secteur où plusieurs licenciements sont prévus.

Une représentante du comité de soutien, expliqua comment c'était organisé le soutien et comment il s'était manifesté : tracts, affiches, gala de soutien, manif, etc)

Enfin une déléguée du comité de grève retraça la lutte entreprise il y a plus d'un mois par le personnel du foyer contre le licenciement de l'un d'entre eux et contre la loi sociale, loi de rentabilisation. Elle expliqua comment les grévistes s'étaient trouvés face à des patrons de choc et de « gauche » (!)

qui refusent toutes négociations, qui ont licencié tout le personnel pour fait de grève, et qui ont demandé à la police de faire évacuer le foyer occupé par les grévistes.

Après l'intervention longuement applaudie des grévistes, le représentant de l'UD CFDT-Santé fit le point sur la situation dans tout le secteur santé.

Au cours du débat, des membres du comité de soutien expliquèrent que dans la lutte contre les licenciements, ce qui était fondamental, c'était l'unité de la classe ouvrière qui refuse de payer les frais de la crise. Ces personnes avancèrent l'idée d'une fusion du comité de soutien au Cantou avec le comité de soutien de la Solamea en grève eux aussi contre les licenciements. Sur l'attitude de l'UL CFDT durant cette grève, la majorité des gens présents était d'accord pour dénoncer le sabotage orchestré de main de maître par la direction locale de la CFDT.

Correspondant H.R.
Montpellier

SOUSCRIPTION

Du 24 au 26 mai 1975, le montant de la souscription a été de 1 815, 80 F.

Le 26 mai au matin, le total général de la souscription pour les 20 millions au 1er juillet était donc de 89 257,82 F.

Le bi-mensuel a été supprimé au No 260.

En conséquence, et sauf avis contraire de leur part, les abonnés du « Quotidien et bi-mensuel » ou au « bi-mensuel seuls » verront leur abonnement transféré sur le Quotidien jusqu'à concurrence de ce qu'il leur reste à valoir sur leur ancien abonnement.

Abonnement de lancement à **L'HUMANITE ROUGE**
Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

10 F les 22 n^{os}

